



Assemblée générale

Soixante-dix-huitième session

98^e séance plénière

Mercredi 10 juillet 2024, à 10 heures
New York

Documents officiels

Président : M. Francis (Trinité-et-Tobago)

La séance est ouverte à 10 h 5.

Point 7 de l'ordre du jour (suite)

Organisation des travaux, adoption de l'ordre du jour et répartition des questions inscrites à l'ordre du jour

Le Président (*parle en anglais*) : J'appelle l'attention de l'Assemblée générale sur le projet de résolution A/78/L.88, distribué au titre du point 18 i) de l'ordre du jour, « Lutte contre les tempêtes de sable et de poussière ».

Les membres se souviendront qu'à sa 3^e séance plénière, le 11 septembre 2023, l'Assemblée générale a décidé de renvoyer le point 18 i) de l'ordre du jour à la Deuxième Commission. Pour qu'elle puisse se prononcer rapidement sur le document, puis-je considérer que l'Assemblée souhaite examiner le point 18 i) de l'ordre du jour directement en séance plénière et procéder immédiatement à son examen ?

Il en est ainsi décidé (décision 78/504 B).

Point 18 de l'ordre du jour (suite)

Développement durable

i) Lutte contre les tempêtes de sable et de poussière

Projet de résolution (A/78/L.88)

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ouganda, qui va

présenter le projet de résolution A/78/L.88, au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

M. Kwoba (Ouganda) (*parle en anglais*) : Au nom du Groupe des 77 (G-77) et de la Chine, j'ai l'honneur de présenter le projet de résolution A/78/L.88, intitulé « Décennie des Nations Unies pour la lutte contre les tempêtes de sable et de poussière (2025-2034) », au titre du point 18 i) de l'ordre du jour.

Le projet de résolution considère que les tempêtes de sable et de poussière sont un problème d'intérêt international dont les coûts se font sentir sur les plans économique, social et environnemental. Les tempêtes de sable et de poussière entravent de plus en plus le bon accomplissement de 11 des 17 objectifs de développement durable et compromettent les moyens de leur réalisation. Le projet de résolution proclame la période 2025-2034 Décennie des Nations Unies pour la lutte contre les tempêtes de sable et de poussière, afin de renforcer la coopération internationale et régionale et d'appuyer et d'intensifier les efforts visant à prévenir, enrayer et atténuer les effets négatifs des tempêtes de sable et de poussière, en particulier sur les pays touchés.

Le Groupe tient à remercier toutes les délégations de leur participation constructive et de leur souplesse pendant les négociations du projet de résolution. Nous remercions également M. Javad Momeni, de la République islamique d'Iran, qui a coordonné et facilité les consultations sur le projet de résolution au nom du Groupe des 77 et de la Chine.

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 (verbatimrecords@un.org). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>).



Enfin, le Groupe espère vivement que cet important projet de résolution sera adopté par consensus. Nous invitons donc les délégations qui ne s'en sont pas encore portées coauteurs à le faire avant son adoption.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous allons maintenant passer à l'examen du projet de résolution A/78/L.88.

Je donne la parole au représentant du Secrétariat.

M. Nakano (Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences) (*parle en anglais*) : J'informe les délégations que depuis le dépôt du projet de résolution, outre ceux énumérés dans le document A/78/L.88, les pays suivants s'en sont portés coauteurs : Bélarus, Kirghizistan et Ouzbékistan.

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/78/L.88, intitulé « Décennie des Nations Unies pour la lutte contre les tempêtes de sable et de poussière (2025-2034) ».

Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite adopter le projet de résolution A/78/L.88 ?

Le projet de résolution A/78/L.88 est adopté (résolution 78/314).

Le Président (*parle en anglais*) : Puis-je considérer que l'Assemblée en a ainsi terminé avec son examen du point 18 i) de l'ordre du jour ?

Il en est ainsi décidé.

Point 20 de l'ordre du jour (*suite*)

Groupes de pays en situation particulière

b) Suivi de la deuxième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral

Projet de résolution (A/78/L.87)

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Ouganda, qui va présenter le projet de résolution A/78/L.87.

M. Kwoba (Ouganda) (*parle en anglais*) : Au nom du Groupe des 77 (G-77) et de la Chine, j'ai l'honneur de présenter le projet de résolution A/78/L.87, intitulé « Nouvelles modalités d'organisation de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral ».

Le projet de résolution indique que la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral se tiendra à Gaborone du 10 au 13 décembre 2024. Le Groupe tient à remercier le Gouvernement de la République du Botswana de son offre d'accueillir la troisième conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral. Nous félicitons les membres du Bureau du Comité préparatoire de la Conférence, sous la direction des Coprésidents – les Représentants permanents de l'Autriche et de la Mongolie – pour leur précieuse contribution aux préparatifs de la Conférence, y compris l'approbation d'un document final qui sera adopté lors de la Conférence. Le G-77 et la Chine encouragent toutes les délégations à participer à la Conférence au plus haut niveau possible, y compris au niveau des chefs d'État et de gouvernement.

Enfin, le Groupe espère vivement que cet important projet de résolution sera adopté par consensus. Nous invitons donc les délégations qui ne s'en sont pas encore portées coauteurs à le faire avant son adoption.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous allons passer maintenant à l'examen du projet de résolution A/78/L.87.

Je donne la parole au représentant du Secrétariat.

M. Nakano (Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences) (*parle en anglais*) : J'informe les délégations que, depuis le dépôt du projet de résolution, outre ceux énumérés dans le document A/78/L.87, les pays suivants s'en sont portés coauteurs : Arménie, Bulgarie, Croatie, Chypre, Danemark, Estonie, Finlande, Allemagne, Grèce, Italie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Luxembourg, Macédoine du Nord, République tchèque, Royaume des Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, Roumanie, Slovaquie et Suède.

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/78/L.87, intitulé « Nouvelles modalités d'organisation de la troisième Conférence des Nations Unies sur les pays en développement sans littoral ».

Puis-je considérer que l'Assemblée générale décide d'adopter le projet de résolution A/78/L.87 ?

Le projet de résolution A/78/L.87 est adopté (résolution 78/315).

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée générale a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen du point 20 b) de l'ordre du jour.

Point 122 de l'ordre du jour (suite)**Renforcement du système des Nations Unies****Projet de décision (A/78/L.77)****Amendement (A/78/L.81)**

Le Président (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de la Fédération de Russie, qui va présenter l'amendement A/78/L.81.

M. Chumakov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous voudrions présenter un amendement au projet de décision A/78/L.77, qui porte sur la liste des orateurs.

Tout d'abord, nous tenons à vous remercier, Monsieur le Président, d'avoir présenté ce projet de décision. À notre avis, ses dispositions ne soulèvent aucun problème et établissent un équilibre très important. Une seule disposition nous pose problème. Nous ne comprenons pas pourquoi l'Union européenne, en qualité d'observatrice, bénéficie de privilèges plus importants que les autres observateurs, y compris la Palestine. Nous reconnaissons que le statut d'observateur de l'Union européenne a été établi par la résolution 65/276, adoptée en 2011. L'alinéa a) du paragraphe 1 de l'annexe à la résolution prévoit que l'Union européenne peut faire des interventions en tant que groupe, tandis que l'alinéa b) du même paragraphe dispose que l'Union européenne peut s'exprimer dans le cadre du débat général, après les États Membres.

Nous partons du principe que le Sommet de l'avenir est un événement qui peut être assimilé à un débat général. Nous pensons que l'Union européenne ne devrait pas bénéficier de privilèges plus importants que les autres observateurs lors de cet événement particulier. Cela serait conforme aux décisions de l'Assemblée générale, notamment la résolution 65/276 sur le statut de l'Union européenne. Nous appelons donc les États Membres à appuyer l'amendement A/78/L.81.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous allons maintenant passer à l'examen du projet de décision A/78/L.77 et de l'amendement A/78/L.81.

Je donne la parole au représentant du Secrétariat.

M. Nakano (Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences) (*parle en anglais*) : J'informe les délégations que, depuis le dépôt de l'amendement publié sous la cote A/78/L.81, aucun État Membre supplémentaire ne s'en est porté coauteur.

Le Président (*parle en anglais*) : Les délégations qui souhaitent faire une déclaration au titre des explications de vote avant le vote sur l'un des projets de texte au titre de ce point de l'ordre du jour sont invitées à le faire maintenant en une seule intervention. Après le vote sur tous ces projets, les représentantes et représentants pourront faire des déclarations au titre des explications de vote après le vote sur un ou plusieurs des projets. Avant de donner la parole au titre des explications de vote avant le vote, je rappelle que les explications de vote sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M^{me} Horváth (Hongrie) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne et de ses États membres.

Depuis plus d'une décennie, l'Union européenne participe aux réunions de haut niveau, aux conférences et aux sommets organisés par l'Organisation des Nations Unies en tant qu'observatrice, conformément à la résolution 65/276 adoptée par cette même Assemblée en 2011.

Le projet de décision A/78/L.77, déposé par le Président de l'Assemblée générale, que l'amendement russe A/78/L.81 remet en question aujourd'hui, est pleinement conforme à la résolution sur le statut d'observateur de l'Union européenne et à la pratique de longue date à l'ONU. Il permet simplement à l'Union européenne, comme aux autres participants, de choisir un tour de parole et de s'exprimer pendant le Sommet de l'avenir, y compris au nom de ses États membres, s'il en est ainsi convenu. Cela est pleinement conforme à la pratique établie de longue date et n'accorde à l'Union européenne aucun droit ou privilège supplémentaire. L'amendement de la Russie, en revanche, contredit directement la résolution sur le statut d'observateur de l'Union européenne et les pratiques établies de longue date à l'ONU. Il prive l'Union européenne du droit de participer et de s'exprimer. L'amendement, de manière hostile, mentionne uniquement l'Union européenne et portera gravement atteinte à sa capacité de contribuer au Sommet de l'avenir, au cours duquel seront menées des discussions vitales sur la paix et la sécurité, le financement du développement et la réforme de l'architecture financière internationale. Il s'agit de questions dans lesquelles l'Union européenne joue un rôle de premier plan au niveau mondial et s'est engagée de manière constructive, à la fois sur le terrain et dans les négociations avec de très nombreux partenaires dans cette salle.

La Russie présente des arguments juridiques infondés pour justifier un amendement, présenté pour des raisons politiques, sur la participation de l'Union européenne au Sommet de l'avenir. Elle fait valoir que les dispositions prévues à l'alinéa b) du paragraphe 1 de l'annexe à la résolution 65/276 de l'Assemblée générale, qui régit la participation de l'Union européenne au débat général pendant la semaine de haut niveau, devraient également s'appliquer au Sommet. Toutefois, ces dispositions portent spécifiquement sur le débat général et ont été explicitement conçues de manière à ne pas s'appliquer à d'autres réunions de haut niveau, pour lesquelles c'est l'alinéa a) du paragraphe 1 qui s'applique explicitement. Par exemple, contrairement au format du débat général, les modalités d'intervention pour le Sommet de l'avenir sont adaptées à ce seul événement, et impliquent le tirage au sort des tours de parole.

La Russie prétend également que le projet de décision déposé par le Président de l'Assemblée générale permettra en quelque sorte à l'Union européenne de s'exprimer avant tous les autres observateurs, et même avant les États Membres. Rien ne saurait être plus faux. L'ordre de parole de l'Union européenne, comme celui de tout autre participant, y compris les observateurs, dépendra entièrement du résultat du tirage au sort et des tours de parole tirés au sort. L'amendement de la Russie tente d'exclure l'Union européenne – et uniquement l'Union européenne – de ce processus, qui s'applique à tous les autres, y compris les autres observateurs.

Même si on pourrait penser que l'amendement de la Russie est d'ordre technique, il a de lourdes conséquences. Il empêche l'Union européenne de participer et de contribuer de manière significative au Sommet et prive l'Union européenne des droits qui lui ont été accordés par la résolution 65/276. L'Union européenne veut être traitée de manière équitable et non discriminatoire. Nous ne cherchons ni ne recevons de traitement préférentiel ou de droits supplémentaires. Nous exhortons toutes les délégations à voter contre l'amendement hostile A/78/L.81 de la Russie et à soutenir le projet de décision A/78/L.77 déposé par le Président de l'Assemblée générale, qui est inclusif, juste et juridiquement solide.

M. Chumakov (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous avons écouté attentivement la déclaration de la représentante de la Hongrie. Nous en comprenons la logique. La seule chose que nous ne comprenons pas, c'est pourquoi on nous accuse de priver l'Union européenne de son droit de participation ou de faire preuve de discrimination à son égard. C'est totalement faux. Nous ne

sommes pas opposés à la participation de l'Union européenne et nous comprenons que nous devons également écouter son point de vue sur divers processus mondiaux, mais nous devons l'écouter en même temps que les autres observateurs.

Le Président (*parle en anglais*) : Nous avons entendu le dernier orateur au titre des explications de vote avant le vote.

Conformément à l'article 90 du Règlement intérieur, avant de se prononcer sur le projet de décision A/78/L.77, l'Assemblée se prononcera d'abord sur l'amendement A/78/L.81.

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur l'amendement A/78/L.81.

Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour :

Bélarus, Fédération de Russie, Mali, Nicaragua, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée

Votent contre :

Albanie, Allemagne, Andorre, Arménie, Australie, Autriche, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Cabo Verde, Canada, Chypre, Colombie, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Danemark, Djibouti, Espagne, Estonie, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Hongrie, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Kiribati, Lettonie, Libéria, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Macédoine du Nord, Maldives, Malte, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Monténégro, Norvège, Nouvelle-Zélande, Palaos, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pays-Bas (Royaume des), Pérou, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Marin, Samoa, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Ukraine, États-Unis d'Amérique, Uruguay, Vanuatu

S'abstiennent :

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Bahreïn, Belize, Bhoutan, Bolivie (État plurinational de), Brésil, Brunéi Darussalam, Burundi, Cambodge, Chili, Chine, Égypte, El Salvador, Émirats arabes

unis, Érythrée, Éthiopie, Gabon, Gambie, Guyana, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Koweït, Liban, Madagascar, Malaisie, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Oman, Ouganda, Pakistan, Paraguay, Philippines, République démocratique populaire lao, République dominicaine, Sénégal, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Türkiye, Yémen, Zimbabwe

Par 74 voix contre 6, avec 55 abstentions, l'amendement A/78/L.81 est rejeté.

Le Président (*parle en anglais*) : L'amendement A/78/L.81 n'ayant pas été adopté, nous allons nous prononcer sur le projet de décision A/78/L.77.

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de décision A/78/L.77, intitulé « Établissement de la liste des orateurs pour le Sommet de l'avenir ».

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de décision A/78/L.77 ?

Le projet de décision A/78/L.77 est adopté (décision 78/555).

Le Président (*parle en anglais*) : L'Assemblée générale a ainsi achevé la phase actuelle de l'examen du point 122 de l'ordre du jour.

La séance est levée à 10 h 40.